



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

Cabot Place, Phase II, 2nd Floor

Box 4600

St. John's, NL

A1C 5T2

Bid Fax: (709) 772-4603

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

PWGSC / TPGSC - Nfld. Region

Cabot Place, Phase II, 2nd Floor

Box 4600

St. John's, NL

A1C 5T2

Title - Sujet Fishing Vessel Charter	
Solicitation No. - N° de l'invitation F6086-180021/A	Date 2018-05-25
Client Reference No. - N° de référence du client F6086-180021	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$Xaq-031-7095	
File No. - N° de dossier Xaq-8-41020 (031)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-06-13	Time Zone Fuseau horaire Newfoundland Daylight Saving Time NDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Baird, Janice	Buyer Id - Id de l'acheteur xaq031
Telephone No. - N° de téléphone (709) 772-2999 ()	FAX No. - N° de FAX (709) 772-4603
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS NAFC BLDG WHITE HILLS P.O.BOX 5667 ST JOHNS Newfoundland and Labrador A1C5X1 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
1.4 ENTENTE SUR LES REVENDECTIONS TERRITORIALES GLOBALES	4
1.5 ACCORDS COMMERCIAUX	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE – CONCURRENTIELS - SOUMISSION	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	7
2.5 LOIS APPLICABLES.....	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	10
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	10
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	11
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	11
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES.....	13
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	13
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	13
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	14
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX – CONTRAT	14
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	14
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	14
7.4 DURÉE DU CONTRAT	14
7.5 RESPONSABLES.....	14
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	16
7.7 PAIEMENT	16
7.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	17
7.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	17
7.10 LOIS APPLICABLES.....	17
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	17
7.12 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	18
ANNEXE « A ».....	19
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	19
ANNEXE « B ».....	43
BASE DE PAIEMENT.....	<u>43</u>
ANNEXE « C » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	46

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	46
ANNEXE « D »	47
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	47
ANNEXE « E »	<u>49</u>
CRITERES D'EVALUATION.....	49
ANNEXE « F » DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	59
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION	59
ANNEXE « G »	60
INFORMATION REQUISE POUR L'ATTESTATION RELATIVE AU CODE DE CONDUITE.....	60

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, les exigences en matière d'assurance, Frais de déplacement et de subsistance des lignes directrices, et le code de conduite de la certification.

1.2 Sommaire

Titre : Charte du navire :

Exigence :

Un navire affrété doit effectuer, en octobre et novembre 2018, un relevé hydroacoustique et au chalut dans les eaux hauturières de Terre-Neuve-et-Labrador (divisions 2HJ3KLNOP de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest), du littoral jusqu'à la rupture de pente continentale. Le relevé devrait durer environ 60 jours, mais il peut être prolongé jusqu'à un maximum de 80 jours, selon le rythme d'avancement et les retards éventuels. Ce relevé a pour but de recueillir des données qui peuvent être analysées pour montrer la répartition du capelan et estimer leur biomasse dans les divisions 2J3KL de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO). Les résultats seront comparés aux relevés historiques d'estimations des populations et aux estimations actuelles dérivées des données hydroacoustiques acquises lors d'autres relevés de Pêches et Océans Canada (MPO), lorsque l'occasion s'est présentée. Tous les travaux doivent être effectués conformément à l'énoncé des travaux à l'annexe A.

1.2.3 Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits et/ou aux services canadiens.

1.2.4 Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Entente sur les revendications territoriales globales

Ce marché est assujetti aux ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) suivantes :
- Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador

1.5 Accords commerciaux

Le besoin est assujetti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadiennes (TAFC).

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), 2017-04-27 Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 90 jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire – concurrentiels - soumission

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- un individu;
- un individu qui s'est incorporé;
- une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- la date de la cessation d'emploi;
- le montant du paiement forfaitaire;
- le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 7 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur *devant Terre-Neuve-et-Labrador*, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ne seront pas acceptées.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

Section I : Soumission technique Soumission de gestion (4 exemplaires papier)

Section II : Soumission financière (4 exemplaires papier)

Section III : Attestations (1 exemplaires papier)

Section IV : Renseignements supplémentaires (rempli et retourné dans le cadre du document d'appel d'offres)

La présente DP doit être signé à la page 1 et les clauses terminées lorsque les renseignements à fournir dans le document. Retourner le document dûment rempli et signé dans le cadre de votre dossier de soumission.

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

3.1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec décrit la base de paiement reproduite à l'annexe « B ».

3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, de gestion, financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Veuillez vous reporter à l'annexe E.

4.1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014-06-26) Évaluation du prix

4.1.3 Méthode de sélection - cotation numérique minimale

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
 - b. satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires; et
 - c. obtenir au moins 20 points pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques qui sont cotés. L'échelle de cotation compte 80 points.
2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

La soumission la plus basse sera déterminé en additionnant les articles 1 à 4 de la base de paiement à l'annexe B.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

() les services offerts sont des services canadiens, tel que défini au paragraphe 4 de la clause A3050T.

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6(9), Exemple 2 du Guide des approvisionnements.

Les soumissionnaires devraient fournir cette attestation avec leur soumission. Si l'attestation n'est pas remplie et fournie avec la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de fournir cette attestation remplie. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de fournir l'attestation remplie aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.3.1.1 Clause du *Guide des CCUA* A3050T (2014-11-27), Définition du contenu canadien.

5.2.3.2 Statut et disponibilité du personnel

5.2.3.2.1 Clause du *Guide des CCUA* A3005T (2010-08-16), Statut et disponibilité du personnel

5.2.3.3 Études et expérience

5.2.3.3.1 Clause du *Guide des CCUA* A3010T (2010-08-16), Études et expérience

5.2.3.4 Indemnisation des accidents du travail

Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les 3 jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité associée à la présente demande de soumissions

6.2 Exigences en matière d'assurance

6.2.1 Assurance - preuve de disponibilité avant attribution du contrat

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe E.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux – contrat

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité associée à la présente demande de soumissions.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est de la date d'attribution au 30 Novembre 2018, inclusivement.

7.4.1.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 20 jours, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 5 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Janice Baird, Spécialiste en approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements

Téléphone : 709-772-2999

Télécopieur : 709-772-4603

Courriel : janice.baird@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Chargé de projet

*Utiliser la clause suivante lorsque le terme « chargé de projet » sera utilisé dans le contrat. Si l'on prévoit plutôt utiliser le terme « responsable technique », utiliser la clause **A1030C** du Guide des CCUA.*

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____-____-_____

Télécopieur : ____-____-_____

Courriel : _____

Insérer ou supprimer, selon le cas

En son absence, le chargé de projet est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____-____-_____

Télécopieur : ____-____-_____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Téléphone : ____-____-_____

Télécopieur : ____-____-_____

Courriel : _____

7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Paiement

7.7.1 Base de paiement

Tous les paiements seront en conformité avec la base de paiement à l'annexe B.

7.7.2 Base de paiement - Taux fixe basé sur le temps – Limitation des dépenses

L'entrepreneur sera payé pour les travaux exécutés, conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont _____ (*inscrire « inclus », « exclus » ou « font l'objet d'une exemption »*), et les taxes applicables sont en sus.

7.7.3 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2011-05-16), Limite de prix.

7.7.4 Méthode de paiement

Clause du *Guide des CCUA* [H1001C](#) (2008-05-12), Paiements multiples

7.7.5 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.7.6 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* [A9117C](#) (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client.

Clause du *Guide des CCUA* [C0101C](#) (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes - biens et(ou) services non commerciaux.

Clause du *Guide des CCUA* [C0711C](#) (2011-05-16), Contrôle du temps.

7.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.9.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.9.3 Clauses du Guide des CCUA

A3060C (2008-05-12) Attestation du contenu canadien

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4007 (2010-08-16) Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- c) les conditions générales – 2035 (2016-04-04) besoins plus complexes de services ;
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;

- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'Annexe « C », Instruments de Paiement Électronique;
- g) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, (*inscrire la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » ou « modifiée le _____ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications*).

7.12 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe E. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Version révisée de l'énoncé des besoins pour un navire n'appartenant pas à la Garde côtière canadienne qui doit effectuer à l'automne 2018 un relevé hydroacoustique et au chalut du capelan au large des côtes

Date : le 27 mars 2018

Introduction et portée

Un navire affrété doit effectuer, en octobre et novembre 2018, un relevé hydroacoustique et au chalut dans les eaux hauturières de Terre-Neuve-et-Labrador (divisions 2HJ3KLNOP de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest), du littoral jusqu'à la rupture de pente continentale. Le relevé devrait durer environ 60 jours, mais il peut être prolongé jusqu'à un maximum de 80 jours, selon le rythme d'avancement et les retards éventuels. Ce relevé a pour but de recueillir des données qui peuvent être analysées pour montrer la répartition du capelan et estimer leur biomasse dans les divisions 2J3KL de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO). Les résultats seront comparés aux relevés historiques d'estimations des populations et aux estimations actuelles dérivées des données hydroacoustiques acquises lors d'autres relevés de Pêches et Océans Canada (MPO), lorsque l'occasion s'est présentée.

Conformément à la conception historique du relevé hydroacoustique du capelan, le relevé comprendra un échantillonnage suivant des lignes parallèles et équidistantes, d'orientation est-ouest, avec un espacement de 10 à 20 milles marins, dans les divisions 2J3KL de l'OPANO. L'échantillonnage en ligne (lignes de transect) s'étendra du contour de la côte, à 100 m de profondeur, jusqu'à la rupture de pente continentale, à 500 m de profondeur. Chaque transect sera examiné à l'aide d'un échosondeur scientifique multifréquence monté sur le navire, qui effectue un enregistrement numérique des données acoustiques à haute résolution lorsque le navire affrété parcourt une ligne de transect à une vitesse nominale de 8 à 10 nœuds.

Des traits de chalut ciblés seront effectués le long de chaque transect pour capturer des échantillons grâce aux signaux acoustiques observés par l'échosondeur. On doit procéder en moyenne à quatre traits par jour en utilisant un chalut Campelen 1800. Le chalut sera dragué sur le fond marin ou remorqué à mi-eau, en fonction de la profondeur des signaux acoustiques observés. Chaque trait doit durer une heure ou moins, sans compter le temps de descente et de récupération du chalut. Le protocole normalisé de pêche au chalut Campelen du MPO de la Région de T.-N.-L. sera utilisé, ce qui nécessite que la longueur de la fune du chalut, une fois déployée, soit d'environ trois fois la profondeur du fond marin.

Si les signaux acoustiques observés se trouvent au-dessus de la zone de profondeur chalutée, un second chalutage sera effectué immédiatement à une profondeur moindre, dans la même zone. Le but étant de tester l'hypothèse que l'espèce et la composition selon la taille des espèces prises dans les chaluts de fond correspondent à celles capturées plus haut dans la colonne d'eau.

Chaque prise au chalut sera triée en fonction des espèces présentes dans la prise. Des données sur le poids et le nombre seront recueillies pour toutes les espèces. Des échantillonnages biologiques détaillés (y compris les contenus stomacaux) seront effectués sur des espèces pélagiques et des espèces de poissons de fond sélectionnées (par exemple la morue franche et le flétan du Groenland). La taille idéale de l'échantillon de prises au chalut est de 100 kg à 500 kg, bien que des prises occasionnelles allant jusqu'à 3 000 kg puissent se produire. Lorsque la prise totale est inférieure ou égale à 500 kg, la prise

complète du chalut doit être amenée dans un espace clos chauffé et bien éclairé pour un tri et un échantillonnage détaillés des prises.

Les données océanographiques physiques seront recueillies à partir de la surface jusqu'au fond de la mer à tous les emplacements de traits en utilisant des instruments autonomes de mesure de conductivité, température et profondeur (CTP). Les données océanographiques seront recueillies à l'aide d'un système de mesure de CTP monté sur la ralingue supérieure du chalut Campelen ou au moyen de coups de sonde verticaux exécutés à l'aide d'un treuil équipé d'un câble mécanique et de matériel immergé capable de déployer et de récupérer l'échantillonneur de CTP en toute sécurité, pendant que le navire dérive ou maintient sa position.

Dans la mesure du possible, un système d'échantillonnage monté sur un filet Bongo sera installé sur le navire affrété et utilisé de temps à autre pour recueillir des espèces de zooplancton de plus petite taille, dans les 200 premiers mètres de la colonne d'eau. Le montage de ce système dépendra de l'espace disponible approprié sur le pont pour installer un treuil équipé d'un câble électromécanique et une bague collectrice, et le matériel immergé capable de déployer, de remorquer et de récupérer le filet Bongo, en toute sécurité. La vitesse nominale de remorquage est de 2 nœuds pour une durée d'environ 30 minutes.

La période de relevé comprendra une journée à St. John's ou dans un endroit tout près convenu d'un commun accord, au début de l'affrètement du navire pour le chargement et la mise en place de l'équipement fourni par le MPO; et une journée à la fin de l'affrètement pour le débarquement du personnel du MPO, des données recueillies, des échantillons biologiques et de l'équipement fourni par le MPO. Après le chargement et la mise en place de l'équipement, et avant le début du relevé au large des côtes, deux à trois jours seront consacrés à l'étalonnage physique du système d'échosondeur scientifique multifréquence, en utilisant une sphère d'étalonnage et des techniques de mesure normalisées. Cette tâche sera effectuée dans un endroit abrité. Pendant cette période, le navire doit être ancré par l'étrave et la poupe en eau de profondeur minimale de 40 mètres. Un mouillage près de Sunnyside, dans la baie de la Trinité, est prévu. En quittant le site d'étalonnage, on peut prendre des mesures pour déterminer la vitesse optimale du navire pour le relevé, qui minimise les interférences de l'hélice et du bruit d'écoulement dans les données hydroacoustiques.

Exigences de base du navire et de l'équipage

- 1) Le navire affrété doit mesurer au moins 45 mètres de longueur hors-tout. Les navires de plus grande taille seront jugés plus favorablement car ils sont réputés plus aptes à répondre aux besoins scientifiques et à effectuer des relevés dans des conditions météorologiques défavorables.
- 2) Le navire affrété doit être suffisamment autonome pour passer jusqu'à 30 jours en mer; c'est-à-dire disposer de carburant, d'eau, de nourriture, de denrées sèches et de lessive en quantité suffisante, en plus d'un système de distillation d'eau et d'une buanderie, etc.
- 3) Le navire affrété doit avoir une certification glace minimale ICE-B (classification de Det Norske Veritas), ou l'équivalent.
- 4) Le navire doit être ballasté de façon à ce qu'il tienne bien la mer pendant la durée de l'affrètement. Il est recommandé que les navires de pêche commerciale transportent du lest équivalent à environ 50 % de leur capacité de charge. Le mazout nécessaire pour répondre aux besoins de l'autonomie en mer de 30 jours ne peut pas être utilisé pour le ballastage.
- 5) Le navire doit être en mesure d'effectuer des relevés dans des conditions de force 5 sur l'échelle de Beaufort, au minimum. Les navires capables d'effectuer des relevés dans des conditions de force plus élevée (par exemple 6 et 7) seront jugés plus favorablement, car davantage de relevés peuvent

- être effectués en moins de temps. Notez que les forces 4 à 7 sur l'échelle de Beaufort sont typiques des conditions météorologiques de la zone du relevé en octobre et novembre.
- 6) Le navire doit avoir une puissance de propulsion suffisante pour remorquer un chalut à crevettes Campelen 1800 muni de panneaux de chalut polyvalents Morgère de 4,3 m², à une vitesse de 5 nœuds, à une profondeur d'eau allant jusqu'à 600 m.
 - 7) Le navire doit pouvoir maintenir une vitesse minimale de 10 nœuds dans des conditions de force 3, au minimum, sur l'échelle de Beaufort, de façon continue (c'est-à-dire 24 heures sur 24) pour une période d'autonomie totale de 30 jours.
 - 8) Le navire doit avoir été utilisé activement au cours des 12 derniers mois pour la pêche commerciale au chalut ou la recherche halieutique, avec un engin de chalutage de taille égale ou supérieure au chalut à crevettes Campelen 1800 muni de panneaux de chalut polyvalents Morgère de 4,3 m². Si ce n'est pas le cas, le propriétaire du navire doit, à ses propres frais, démontrer à l'État que le navire peut draguer avec succès sur le fond marin à une vitesse minimale de 3,5 nœuds pendant 20 minutes, et récupérer, un chalut à crevettes Campelen 1800 muni de panneaux polyvalents Morgère de 4,3 m², à une profondeur d'eau maximale de 600 m, avec une fune déployée de 1 800 m.
 - 9) Le navire affrété doit transporter suffisamment d'officiers et de membres d'équipage pour assurer la sécurité du navire et pour effectuer des relevés hydroacoustiques des lignes de transect 24 heures sur 24. En outre, il doit compter un nombre suffisant d'officiers et de membres d'équipage pour effectuer des activités de pêche pendant une période minimale de 18 heures au cours de toute tranche de 24 heures. Les navires dotés d'un équipage voué aux activités de pêche pendant 24 heures par jour seront évalués plus favorablement, puisque davantage de relevés peuvent être effectués chaque jour.
 - 10) Le capitaine du navire doit posséder au moins 5 ans d'expérience à titre de commandant d'un chalutier de pêche commerciale ou d'un navire de recherche en haute mer.
 - 11) Les officiers du navire responsables des activités de pêche et les manœuvriers doivent posséder au moins 5 ans d'expérience de pêche, d'entretien et de réparation de chaluts de pêche de taille égale ou supérieure au chalut à crevettes Campelen 1800.
 - 12) Au moins 50 % de l'équipage sur le pont et de l'équipage de pêche doivent posséder au minimum 3 ans d'expérience de pêche, d'entretien et de réparation de chaluts de pêche de taille égale ou supérieure au chalut à crevettes Campelen 1800.
 - 13) Le capitaine, les officiers et l'équipage doivent être capables de parler anglais et être disponibles 24 heures sur 24 pour pouvoir communiquer avec le personnel scientifique.
 - 14) Le navire affrété doit être équipé d'une ou plusieurs grues opérationnelles certifiées, d'une portée et d'une capacité d'orientation et de levage suffisantes pour charger et décharger les chaluts de pêche et les panneaux entre les quais et le pont de chalutage du navire. Les grues doivent également avoir une portée et une capacité d'orientation et de levage suffisantes pour faciliter les activités de pêche décrites dans la section **Équipement de pêche et capacités** de ce document.

Personnel scientifique et locaux

- 1) Le navire affrété doit fournir 5 cabines qui seront utilisées pour accueillir 8 membres du personnel scientifique, des deux sexes, pour la durée de l'affrètement.
- 2) L'entrepreneur doit fournir des locaux, des douches et des toilettes propres et hygiéniques pour les deux sexes, et veiller à ce que la propreté et les conditions hygiéniques soient maintenues pendant toute la durée de la période d'affrètement.
- 3) L'entrepreneur doit fournir des éléments de confort, comme des matelas propres couverts, des oreillers, des draps et des serviettes pour le personnel scientifique.
- 4) L'entrepreneur doit fournir trois repas pour chaque quart de 12 heures (de 0 h à 12 h et de 12 h à 24 h), comprenant au moins deux repas chauds et des collations.
- 5) Les repas doivent être bien équilibrés, nutritifs, appétissants et variés, avec des menus pour les végétariens et ceux qui ont des besoins alimentaires spéciaux ou souffrent d'intolérances alimentaires au gluten et aux produits laitiers.
- 6) Le navire affrété doit être équipé d'au moins deux laveuses et sécheuses fonctionnelles pour la lessive du personnel.
- 7) Le navire affrété doit comporter un espace dédié au personnel scientifique pour y suspendre les vêtements de pluie et pour le séchage des bottes de pont et des gants.
- 8) L'entrepreneur doit fournir des combinaisons d'immersion de taille appropriée et des vêtements de flottaison individuels pour tout le personnel scientifique, et doit fournir un espace de rangement sec pour toutes les combinaisons d'immersion.

Fumer à bord

- 1) L'entrepreneur doit s'assurer que le personnel du MPO dispose d'un environnement de travail, d'hébergement et de repas sans fumée.

Carburant et eau

- 1) Le tarif quotidien pour le navire affrété doit inclure tous les coûts pour le carburant et les lubrifiants, ainsi que l'eau fraîche et potable.

Frais d'escale, d'accostage et de quai

- 1) L'entrepreneur doit assumer tous les coûts des escales.

Équipement de pêche et capacités

- 1) Le navire doit être complètement gréé pour le chalutage, ou il faut présenter un plan selon lequel il serait complètement gréé pour le chalutage. Gréé pour le chalutage est défini comme suit :
 - a. Une rampe de chalut arrière de largeur suffisante pour mettre à l'eau et récupérer facilement un chalut Campelen 1800.
 - b. Un portique ou un cadre en A articulé, avec un treuil capable d'élever le chalut pour vider le cul de chalut; ou une grue arrière ou un cadre en A articulé, avec l'équipement connexe en mesure d'exécuter cette tâche.

-
- c. Une bôme de hale-dehors et un treuil capables de remorquer le chalut sur le pont et dans la mer; ou une grue arrière ou un cadre en A articulé, avec l'équipement connexe en mesure d'exécuter cette tâche.
- d. Deux potences de chalutage arrière ou bossoirs à glace avec des réas de chalutage adaptés à la mise à l'eau, au remorquage et à la récupération des funes, du chalut Campelen et de ses panneaux.
- e. Deux treuils de chalut à commande indépendante. Treuils :
- Doivent pouvoir mettre à l'eau, remorquer et récupérer un chalut à crevettes Campelen 1800 muni de panneaux polyvalents Morgère de 4,3 m².
 - Doivent pouvoir remorquer le chalut à une vitesse maximale de 5 nœuds jusqu'à une profondeur d'eau maximale de 600 m, avec 1 800 m de fune déroulée.
 - Doit être capable de récupérer la fune à une vitesse d'au moins 70 m par minute. Les vitesses de récupération plus élevées seront évaluées plus favorablement, car elles réduisent le temps requis pour les activités de pêche.
 - Doit être commandé à partir d'une console de pont équipée d'un système automatisé pour assurer la mise à l'eau et le remorquage continu et précis du chalut, et pour assurer la protection du chalut en cas d'accrochage du fond de l'océan.
 - Doit être doté d'un système de mesure de la longueur de la fune qui affiche sa longueur une fois déroulée et la vitesse de déroulement et de récupération pour chaque treuil de chalut. Le système doit être doté d'un affichage sur la console de commande du treuil du chalut et sur le pont — pourrait être le même affichage.
- f. Deux treuils de balayage avec palans à jeux de filets (tessures) et/ou Gilson pour mettre à l'eau et récupérer le chalut. Il est également possible d'utiliser un tambour à filet d'un volume suffisant pour enrouler un chalut Campelen 1800 complet. Les treuils de balayage et les palans Gilson seront jugés plus favorablement, car cette combinaison permet de récupérer le chalut plus rapidement, avec une probabilité plus faible d'endommager les mailles et les flotteurs des ailes du chalut. Rend également beaucoup plus facile l'utilisation d'un système de mesure de CTP monté sur la ralingue supérieure du chalut Campelen beaucoup.
- 2) Tout l'équipement de pêche, l'équipement de levage, les câbles, les funes, etc. doivent être en bon état avec des certificats valables pour la durée de la période d'affrètement.
- 3) L'entrepreneur est responsable des coûts d'entretien, de réparation et de remplacement de tout l'équipement de pêche et de levage, des câbles, des funes, etc. pendant la période d'affrètement, autres que le chalut Campelen 1800 et ses panneaux. Une description complète du chalut Campelen 1800 est fournie en pièce jointe — manuel de relevé du Campelen.
- 4) Le navire affrété doit être équipé d'un système de surveillance du chalut de pêche capable d'afficher la profondeur de la ralingue supérieure du chalut, l'ouverture entre la ralingue supérieure et la ralingue inférieure, la distance entre la ralingue inférieure et le fond marin, et l'ouverture des panneaux et des ailes du chalut. Un système sans fil (c'est-à-dire acoustique) est préféré (par exemple Scanmar). Si le navire n'a pas ce système, le MPO peut fournir un système Scanmar Scanmate 6 et des capteurs montés sur le chalut, à l'exception des hydrophones montés sur la coque. L'achat et l'installation d'un ou de plusieurs hydrophones relèvent de la responsabilité de l'entrepreneur.

Espace de travail de l'échantillonnage des prises au chalut

- 1) Lorsque la prise au chalut est inférieure ou égale à 500 kg, la prise complète doit être amenée dans un espace clos chauffé et bien éclairé pour un tri et un échantillonnage détaillés des prises. Les

soumissionnaires doivent présenter des documents, des dessins ou des croquis et des photos qui démontrent la façon dont cela sera réalisé.

- 2) L'espace de travail réservé au tri et à l'échantillonnage des prises doit se situer sur le pont, sous le pont principal (chalut) ou sur le pont principal, et il doit présenter une superficie d'au moins 20 m², et la hauteur du plafond ne doit pas être inférieure à 2 m.
- 3) La température dans cet espace de travail doit être maintenue à 15° C, ± 2° C, et une ventilation doit être assurée pour effectuer un changement d'air complet toutes les 30 minutes.
- 4) La prise au chalut doit être déposée sur une table de tri, soit de façon automatique par un convoyeur à courroie ou de façon manuelle par le personnel du navire.
- 5) La table de tri doit être dotée d'un convoyeur de tri provenant d'un bac de réception et fonctionner à une vitesse qui peut être commandée à la main (marche-arrêt) afin que le convoyeur ne soit pas surchargé.
- 6) Détails du convoyeur de tri :
 - a) Le convoyeur doit être fabriqué en acier inoxydable de type 304 ou 316 L.
 - b) La courroie de tri du convoyeur doit avoir mesurer au moins 2,5 m de longueur.
 - c) La courroie de tri du convoyeur doit se déplacer à une vitesse nominale de 1,3 m/s.
 - d) La courroie de tri du convoyeur doit être dotée de commandes de marche et d'arrêt disposées sur le côté du convoyeur.
 - e) Le moteur du convoyeur doit pouvoir démarrer une courroie entièrement chargée après que celle-ci ait été arrêtée afin de permettre le sous-échantillonnage. Partir du principe selon lequel la courroie porte 250 kg de poissons.
 - f) La courroie de tri du convoyeur doit :
 - I. Se situer à au moins 70 cm au-dessus du pont.
 - II. Être dotée d'une courroie de polyéthylène Intralox Série 400 FG de 600 mm de largeur, ou l'équivalent, avec raclettes de 25,4 mm de hauteur fixés à l'horizontale sur la largeur de la courroie et à environ 0,5 m d'entraxe.
 - III. Être dotée de rebords de 150 mm (mesurés à partir du dessus de la courroie) en acier inoxydable.
 - IV. Être dotée de bandes de protection en polyéthylène d'environ 25 mm de largeur par 75 mm de hauteur installées le long de chaque côté de la courroie du convoyeur afin de réduire les pertes de petits spécimens.
- 7) Les composants de la prise qui restent sur la courroie du convoyeur doivent être dirigés vers l'extrémité de la courroie dans des paniers à poissons afin que les prises ne tombent pas sur le pont.
- 8) L'espace de travail doit être doté d'un établi solide et étanche de 90 cm de hauteur sur environ 2 m de longueur et 1,2 m de profondeur. Détails de l'établi :

-
- a) La section centrale arrière de l'établi doit présenter un renforcement où on peut déposer un panier à poissons de 50 cm de diamètre par 40 cm de hauteur.
- b) La section renforcée doit mesurer environ 60 cm sur 60 cm sur 40 cm de profondeur.
- c) La base de la section renforcée doit être munie d'une plaque inclinée qui permet d'incliner un panier vers l'avant de l'établi d'environ 20°.
- d) La base du renforcement doit être perforée de trous de vidange d'un diamètre de 25 cm dans tous les coins.
- 9) Il faut un deuxième établi qui mesure 70 cm de hauteur sur environ 2 m de longueur et 70 cm de profondeur, et sous l'un des côtés duquel se trouve un espace pour ranger deux chaises. Détails de l'établi et des chaises :
- a) Les deux chaises doivent convenir à une utilisation de 24 heures, et :
- i. Ne pas être dotées de roulettes.
 - ii. Être dotées d'accoudoirs.
 - iii. Être dotées d'un dossier élevé.
 - iv. Être dotées d'un vérin pneumatique pour en régler la hauteur.
- 10) Une plateforme en acier inoxydable d'une hauteur de 30 cm doit être fournie pour installer une balance marine Marel de 60 kg qui doit servir à peser les paniers de poissons. Les détails de conception de la plateforme seront fournis par une autorité technique du MPO. L'emplacement de la plateforme dépendra de la disposition du convoyeur de tri et des établis d'échantillonnage. Une autorité technique du MPO présentera des directives à cet effet.
- 11) Il est essentiel de prévoir un moyen d'éliminer les déchets de poisson de cet espace de travail. Il ne faut pas que le personnel scientifique ait à soulever les paniers de poissons ou d'autres récipients remplis de déchets de poisson par-dessus les seuils, le convoyeur, la tuyauterie, les seuils de porte, etc. S'il est nécessaire de soulever les paniers, l'équipage du navire doit retirer et éliminer les déchets de poisson de cet espace de travail à la demande du personnel scientifique.
- 12) De l'eau de mer propre doit être disponible pour le lavage des établis, du convoyeur de tri et de l'espace de travail.
- a) L'eau de mer doit être fournie à chaque établi par un boyau de haute qualité de 12,5 mm de diamètre doté d'une buse réglable de haute qualité. Le débit de chaque boyau doit être commandé indépendamment par un robinet à tournant sphérique.
- b) L'eau de mer destinée à laver le convoyeur de tri et l'espace de travail doit être acheminée à chaque établi par un boyau de haute qualité d'un diamètre de 18 à 25 mm et doté d'une buse réglable de haute qualité. Le débit du boyau doit être commandé indépendamment par un robinet à tournant sphérique. Le boyau doit être suffisamment long pour permettre le lavage de toutes les parties de l'espace de travail.
- c) Cet espace doit être muni d'une laveuse à haute pression avec pistolet de pulvérisation pour en faciliter le nettoyage.
- 13) L'éclairage au-dessus de chaque établi doit être suffisamment puissant pour qu'on soit capable de lire des caractères noirs de taille 8 imprimés sur papier blanc sans forcer les yeux.

- 14) Il faut assurer un éclairage suffisant au-dessus du convoyeur de tri ou de la table pour permettre le repérage facile des petites espèces (longueur d'un cm).
- 15) L'espace de travail doit offrir une alimentation de 120 Volts c.a. de 1 kVA au moyen d'une alimentation sans interruption de qualité marine. L'alimentation doit être fournie à des prises étanches filetées disposées comme suit :
 - a) Deux prises doubles ou quatre prises simples pour chaque établi, montées au plafond au-dessus de l'établi ou sur un panneau surélevé ou sur le mur derrière l'établi. Si les prises sont montées sur un panneau surélevé ou sur le mur, elles doivent se situer à au moins 1,7 m au-dessus du pont.
 - b) Une prise double ou deux prises simples montées au plafond près de l'endroit où sera située la plateforme pour la balance Marel de 60 kg.
- 16) L'espace de travail doit être muni d'au moins 20 paniers à poissons ronds dotés de deux poignées de dimensions approximatives de 40 cm de hauteur sur 50 cm de diamètre (dans la partie supérieure du panier).
- 17) La disposition de l'équipement dans cet espace de travail doit être déterminée en collaboration avec une autorité technique du MPO.

Espace de travail acoustique et de commande

- 1) Cet espace de travail doit être situé sur le pont principal (chalut) ou sur le pont au-dessus du pont principal. Il doit présenter une superficie d'au moins 10 m² et une hauteur de plafond d'au moins 2 m.
- 2) La température dans cet espace de travail doit être maintenue à 19° C, ± 2° C, et une ventilation doit être assurée pour effectuer un changement d'air complet toutes les 60 minutes.
- 3) L'espace de travail doit contenir ce qui suit :
 - a) Trois comptoirs de travail de 70 cm de hauteur sur 2 m de longueur et 60 cm de profondeur, sous chacun desquels doit se trouver un espace pour loger deux chaises de bureau. Le troisième comptoir de travail doit être situé dans une deuxième salle sans eau courante.
 - b) Chaque comptoir de travail doit être doté d'une barre d'alimentation de 120 Volts c.a. conforme au bulletin technique n°6-2004 de la GCC (c.-à-d. qu'elle ne doit pas être munie d'un dispositif de coupure à varistance à oxyde métallique). Chaque barre d'alimentation doit être dotée d'au moins 8 prises.
 - c) Autrement, il faut prévoir au moins 4 prises doubles pour chaque comptoir de travail.
 - d) Les deux barres d'alimentation (ou 8 prises doubles) doivent être alimentées par une tension de 120 Volts c.a. de 1 kVA fournie par un circuit d'alimentation sans interruption de qualité marine.
 - e) L'éclairage au-dessus de chaque comptoir de travail doit être suffisamment puissant pour qu'on puisse lire des caractères noirs de taille 8 imprimés sur papier blanc sans forcer les yeux.

-
- f) Quatre chaises de bureau. Les chaises doivent être robustes et convenir à une utilisation de 24 heures, et :
- Ne pas être dotées de roulettes.
 - Être dotées d'accoudoirs.
 - Être dotées d'un dossier élevé.
 - Être dotées d'un vérin pneumatique pour en régler la hauteur.
- g) Il faut aussi plusieurs tiroirs et étagères dotées de barres de retenue pour ranger des articles.
- h) Un bâti électronique où seront installés une unité de traitement EK80 et deux écrans de 19 po montés sur bâti pour un système d'échosondeur scientifique multifréquence Simrad EK80, en supposant que le navire n'est pas muni d'un système EK80 convenable. Il convient de noter que les quatre émetteurs-récepteurs à large bande pour ce système seront également montés dans ce bâti en fonction de l'emplacement de l'espace de travail, de l'emplacement des transducteurs et de la taille du navire.
- i) Description du bâti électronique :
- Dimensions : environ 2 m de hauteur sur 60 cm de largeur et 70 cm de profondeur.
 - Le fond et le dessus doivent être fermés.
 - Ne doit pas être doté de porte avant ou arrière ni de ventilateur de refroidissement.
 - Une fois installé, son dos doit trouver à au moins 50 cm d'un mur de façon à pouvoir y accéder facilement.
 - Doit être mis à la masse à la coque du navire.
 - Doit être doté d'une barre d'alimentation de 120 Volts c.a. conforme au bulletin technique n°6-2004 de la GCC (c.-à-d. qu'elle ne doit pas être munie d'un dispositif de coupure à varistance à oxyde métallique).
 - La barre doit comprendre au moins 9 prises, mais il serait préférable qu'elle en ait 12, car certaines prises peuvent être bloquées par des blocs d'alimentation branchés d'un côté ou l'autre des prises.
 - Aucun interrupteur n'est demandé ni nécessaire sur la barre d'alimentation.
 - La barre doit être montée à la verticale à gauche ou à droite à l'arrière du bâti, les prises orientées vers l'extérieur.
 - La barre doit être alimentée par une tension de 120 Volts c.a. de 1 kVA fournie par un circuit d'alimentation sans interruption de qualité marine.
- 4) Un flux de données de navigation NMEA du DGPS fiable doit être fourni à cet espace de travail (on suppose en provenance de la passerelle). Le flux de données doit être branché à un séparateur de données ou une mémoire tampon, avec au moins quatre ports de sortie RS232 (de préférence dotés de connecteurs DB9), pour acheminer les données de navigation à l'équipement scientifique qui sera installé dans cet espace de travail. Les renseignements de navigation doivent être en format NMEA 0183. Les télégrammes NMEA requis sont, au minimum, ZDA, GGA, GLL, RMC, VGT et HDT.
- 5) Des données provenant d'un système de capteurs de mouvement du navire pour saisie dans le système EK80 sont souhaitables.

Espace de travail pour les opérations de mise à l'eau avec sonde de conductivité, température et profondeur (CTP) et filets Bongo

- 1) Cet espace de travail doit se trouver sur le pont principal (chalut) (hautement souhaitable) ou sur le pont au-dessus du pont principal. L'espace de travail doit se trouver le long du côté du navire afin de pouvoir mettre à l'eau à la verticale une sonde CTP autonome fixée au câble du treuil. Il doit également permettre de recueillir des espèces de zooplancton à l'aide d'un système d'échantillonnage à filet Bongo.
- 2) Doit être doté d'un système de mise à l'eau à la verticale et de récupération d'une sonde CTP, y compris un treuil muni d'un câble métallique et d'un équipement de mise à l'eau (grue ou cadre en « A ») capable de mettre à l'eau et de récupérer en toute sécurité la sonde CTP autonome quand le navire dérive ou maintient sa position.
- 3) Devrait être doté d'un système d'échantillonnage du zooplancton avec filet Bongo. Ce système nécessite un treuil muni d'un câble électromécanique et d'une bague collectrice en plus d'un équipement de mise à l'eau (grue ou cadre en « A ») capable de mettre à l'eau, de remorquer (à 2 nœuds) et de récupérer en toute sécurité les filets Bongo dotés d'une sonde CTP et d'un dépresseur d'une longueur totale de 5 mètres.
- 4) Description de l'équipement pour les opérations de mise à l'eau de la sonde CTP :
 - a) Le treuil doit être doté d'un câble multibrin d'une longueur d'au moins 1 000 m et d'un diamètre d'au moins 4 mm et d'au plus 7 mm, d'une résistance à la rupture minimale de 1 tonne métrique ou l'équivalent.
 - b) L'extrémité libre (mouillée) du câble doit être munie d'une virole robuste et d'une épissure à manchon double duplex (Nicopress) ou d'un système de fixation équivalent dont les dimensions permettent l'installation d'une manille pour accrocher l'unité CTP.
 - c) Le treuil doit être muni d'un frein à sécurité intégrée.
 - d) Le treuil et son dispositif de fixation doivent présenter une charge maximale d'utilisation d'au moins 1,5 tonne métrique.
 - e) Le treuil doit pouvoir dérouler et enrouler le câble en douceur à une vitesse entre 0 m/s et au moins 50 m/s.
 - f) Le treuil doit être doté d'une unité d'enroulement qui assure le bobinage en douceur et égal du câble.
 - g) La grue ou le cadre en « A » doit être configuré pour mettre à l'eau et récupérer la sonde CTP en toute sécurité. L'ensemble de l'équipement doit pouvoir résister à une charge d'au moins 1,5 tonne métrique.
 - h) La grue ou le cadre en « A » doit être doté d'une poulie dont le diamètre convient à celui du câble installé sur le treuil, et sa charge maximale d'utilisation doit être d'au moins 1,5 tonne métrique.
 - i) Le dispositif de mise à l'eau doit être muni d'un système indicateur qui affiche la longueur de câble déroulé et sa vitesse de déroulement et d'enroulement. Le système doit être muni d'un

affichage clairement visible pour l'opérateur du treuil dans toutes les conditions d'éclairage et météorologiques, et il doit convenir à une utilisation dans un environnement marin extérieur.

- j) Un câble de signalisation d'un diamètre d'environ 12 mm doit être acheminé depuis cet espace de travail jusqu'à l'un des comptoirs de travail dans l'espace acoustique et de commande (ou dans un autre espace de travail fermé mieux adapté). Le câble doit être installé par le personnel du Secteur des sciences du MPO, en collaboration avec l'entrepreneur afin que le câble ne soit pas endommagé, qu'il ne nuise pas au fonctionnement ou au déplacement de l'équipement ni aux tâches ou au déplacement du personnel, ni à la sécurité du personnel.
- 5) Description de l'équipement d'échantillonnage du zooplancton avec système de filet Bongo :
- a) Le treuil doit comprendre au moins 1 000 m de câble électromécanique qui compte au moins trois conducteurs toronnés en cuivre isolés de calibre 20 AWG minimum en plus d'une bague collectrice qui présente suffisamment d'anneaux pour correspondre au nombre de conducteurs dans le câble.
- b) Le câble doit présenter une résistance à la rupture d'au moins 3 tonnes métriques.
- c) L'extrémité libre (mouillée) du câble doit se terminer par un connecteur mécanique et un connecteur électrique qui correspond à la configuration des signaux électriques de la sonde utilisée avec l'échantillonneur à filet Bongo.
- i. La terminaison mécanique doit être réalisée par l'entrepreneur.
 - ii. L'entrepreneur doit prendre, à ses propres frais, les dispositions nécessaires pour effectuer les essais de charge du câble doté d'une terminaison mécanique.
 - iii. La terminaison électrique doit être réalisée par la Direction des sciences du MPO.
- d) Un câble doté d'au moins 3 conducteurs toronnés en cuivre isolés de calibre 20 AWG minimum doit être acheminé depuis la bague collectrice du treuil jusqu'à l'un des comptoirs de travail dans l'espace acoustique et de commande (ou dans un autre espace de travail fermé mieux adapté).
- i. Le câble doit être homologué pour une exposition à l'eau, à l'huile et au sel (ÉDT).
 - ii. Le câble doit être acheminé et soutenu afin qu'il ne soit pas endommagé, qu'il ne nuise pas au fonctionnement ou au déplacement de l'équipement ni aux tâches ou au déplacement du personnel, ni à la sécurité du personnel.
 - iii. Le câble doit être acheminé jusqu'à l'espace acoustique et de commande par la Direction des sciences du MPO qui doit le connecter.
- e) Le treuil doit être muni d'un frein à sécurité intégrée.
- f) Le treuil avoir une capacité de traction au milieu du tambour de 2 tonnes métriques.
- g) Le treuil et son dispositif de fixation doivent présenter une charge maximale d'utilisation de 3 tonnes métriques.
- h) Le treuil doit pouvoir dérouler et enrouler le câble en douceur à une vitesse entre 0 m/s et au moins 30 m/s.
- i) Le treuil doit être doté d'une unité d'enroulement qui assure le bobinage en douceur et égal du câble.

-
- j) La grue ou le cadre en « A » doit être configuré pour mettre à l'eau, remorquer à une vitesse de 2 nœuds et récupérer le système de filet Bongo en toute sécurité. L'ensemble de l'équipement doit pouvoir résister à une charge d'au moins 3 tonnes métriques.
- k) La grue ou le cadre en « A » doit être doté d'une poulie de mise à l'eau dont le diamètre convient à celui du câble installé sur le treuil, et sa charge maximale d'utilisation doit être d'au moins 3 tonnes métriques.
- 6) L'équipement de la sonde CTP et d'échantillonnage à filet de type Bongo doit être disposé sur le pont de façon à ne pas nuire aux activités de pêche. La disposition de ces articles doit être coordonnée avec une autorité technique du MPO.

Communications internes entre les espaces de travail scientifique et avec la passerelle

- 1) L'entrepreneur doit fournir un système de communication entre les espaces de travail scientifique, puis entre ces espaces et la passerelle.
- 2) Il peut s'agir de téléphones internes ou de radios VHF / UHF. Si des radios sont fournies, il incombe à l'entrepreneur de s'assurer qu'un nombre suffisant d'appareils sont chargés pour assurer des communications 24 heures sur 24 pour tous les espaces de travail.
- 3) Si un système téléphonique est installé aux endroits où se déroulent les opérations de mise à l'eau à l'aide des CTP (conductivité, température et profondeur) et les filets Bongo, il doit être conçu pour fonctionner à l'extérieur dans un environnement marin.

Système EK80

- 1) Si le navire affrété n'est pas doté d'un système d'échosondeur scientifique multifréquence Simrad EK80 convenable, il importe d'en installer un. Le MPO fournira un processeur EK80, un ensemble complet d'émetteurs-récepteurs à large bande (WBT) à faisceau divisé avec les licences de logiciel pour les fréquences suivantes : 25 kHz à 50 kHz, 45 kHz à 90 kHz, 85 kHz à 170 kHz, et 150 kHz à 300 kHz. Tous les autres composants, les câbles, les transducteurs, l'installation du transducteur et de la coupole, les presse-étoupes, les brides de fixation et les anneaux, ainsi que les éléments supplémentaires décrits ci-dessous, et les autres éléments requis pour que l'échosondeur scientifique soit entièrement fonctionnel, doivent être fournis par l'entrepreneur.
- 2) Le système comprendra les éléments Simrad suivants :
 - a) Processeur EK80 monté sur bâti et installé dans l'espace acoustique et de commande.
 - b) Deux écrans d'affichage de 19 po montés sur bâti installés dans l'espace acoustique et de commande.
 - c) Un écran de 19 po avec dispositif de montage approprié pour installation sur la passerelle, près du système de surveillance de chalut de pêche, ainsi qu'un répartiteur vidéo relié à l'un des deux écrans d'affichage du EK80 servant à alimenter l'écran de la passerelle.
 - d) Quatre émetteurs-récepteurs à large bande (WBT) à faisceau divisé pour les fréquences de fonctionnement : 38 kHz, 70 kHz, 120 kHz et 200 kHz. Les WBT peuvent être montés sur bâti ou fixés à un mur ou une cloison dans un endroit sec. L'emplacement d'installation doit être déterminé en consultation avec l'autorité technique du MPO.
 - e) Un routeur pour les communications entre le processeur et les quatre WBT. Le routeur peut être monté sur bâti ou fixé à un mur ou une cloison au même endroit que les WBT.
 - f) Quatre transducteurs à faisceau divisé : 38 kHz ES38-7, 70 kHz ES70-7C, 120 kHz ES120-7C et 200 kHz ES200-7C. Les transducteurs peuvent être montés sous coupole installée sur la coque du navire ou sous coupole installée dans le puits central du navire.
- 3) L'emplacement et l'installation du transducteur sont un sujet complexe; par conséquent, le présent document ne fera qu'effleurer la matière.
 - a) Les quatre transducteurs seront installés dans une coupole en acier conçue pour correspondre à la forme de la coque du navire affrété.
 - b) L'emplacement de la coupole sera déterminé au moyen d'une consultation entre l'entrepreneur et une autorité technique du Secteur des sciences du MPO.
 - c) Si le navire affrété dispose d'un puits central, il sera utilisé et la conception de la coupole sera régie par les dimensions du puits central.
 - d) Si la coupole doit être fixée à la coque du navire, les renseignements suivants doivent être utilisés pour sélectionner un emplacement et guider sa conception :
 - i. La coupole devrait être située entre le tiers et la moitié de la distance entre l'étrave et la poupe du navire. Lorsque les faces du transducteur sont placées trop près de l'étrave, ces

dernières sont soumises à de l'eau aérée lorsque le navire tangue. La mise en place des transducteurs à l'arrière du milieu du navire accroît leur exposition au bruit des moteurs et des hélices.

- ii. La face verticale intérieure de la coupole devrait être éloignée du côté de la quille du navire (bâbord ou tribord) d'environ 1 m, afin de réduire la turbulence du débit d'eau dans le passage étroit entre la quille et la coupole.
- iii. La coupole doit être parallèle à la quille pour permettre l'écoulement de l'eau laminaire entre la quille et la coupole.
- iv. Pour un navire avec une quille inclinée, la base de la coupole devrait être d'environ 1 cm au-dessus de la ligne de base de la quille du navire. Cela devrait entraîner une légère inclinaison de la base de la coupole vers le haut, c.-à-d. vers l'étrave (d'environ 2°), ce qui permettra à l'écoulement d'eau de se diriger directement sur les faces du transducteur et d'améliorer l'écoulement laminaire.
- v. Pour un navire sans quille inclinée, le bord arrière de la base de la coupole devrait se trouver à environ 1 cm au-dessus de la ligne de base de la quille du navire, et la base de la coupole devrait s'incliner vers le haut en direction de l'étrave à un angle d'environ 2°.
- vi. La coupole doit se prolonger aussi loin que possible vers le bas de la coque (en notant les renseignements donnés ci-dessus); et être doté d'un bord d'attaque vertical, et d'une forme aérodynamique.
- vii. La coupole devrait présenter des trous de drainage le long de la bordure extérieure de sa base et le long de l'interface entre la coupole et la coque du navire (emplacement exact de tous les trous à déterminer).
- viii. Les quatre transducteurs doivent être solidement installés dans la base de la coupole afin que les profils de leurs faisceaux acoustiques se chevauchent le plus possible.

e) L'annexe 1 donne un exemple de coupole qui respecte ces recommandations.

f) Des recommandations semblables doivent être suivies pour la conception d'une coupole qui doit être installée dans un puits central. Pour cette installation, le bord arrière de la base de la coupole devrait se trouver à environ 60 cm en dessous de la ligne de base de la quille du navire.

- 4) Les brides et les bagues de fixation, les ensembles d'anneaux de câbles, etc., pour l'installation des transducteurs dans la base de la coupole peuvent être fournis par le fabricant du transducteur et doivent être commandés avec les transducteurs.
- 5) Les quatre câbles des transducteurs doivent être installés dans des conduites en acier distinctes et continues si cela est précisé par le fabricant. Ces conduites doivent être aussi proches que possible des transducteurs à un endroit au-dessus de la ligne de franc-bord du navire, où les quatre émetteurs-récepteurs à large bande (WBT) doivent être installés.
- 6) La longueur du câble par défaut pour les quatre transducteurs est de 20 m. S'il faut des câbles plus longs pour une installation, il faut le préciser lorsque les transducteurs sont commandés puisque les épissures ne sont pas autorisées.
- 7) Des tubes de garniture de câbles doivent être installés pour protéger les câbles du transducteur qui pénètrent dans les extrémités inférieures des conduites. Les tubes de garniture de câbles peuvent être achetés chez le fabricant avec les transducteurs.

-
- 8) Des presse-étoupes étanches doivent être installés à l'extrémité supérieure des conduites.
 - 9) Les câbles du transducteur doivent se terminer par des connecteurs fournis par le fabricant et conformes à ses exigences.
 - 10) Les quatre WBT et le routeur doivent être alimentés par un bloc sans interruption de 120 V c.a. de qualité marine qui fournit une alimentation suffisante pour les cinq appareils.
 - 11) Les dessins de conception et d'emplacement de la coupole, la disposition du transducteur, l'acheminement des conduits, les WBT et l'installation du routeur, et le processeur EK80 ainsi que la disposition de l'écran dans le bâti électronique doivent être examinés par une autorité technique du Secteur des sciences du MPO avant le début des travaux d'installation à bord du navire affrété.
 - 12) Kongsberg Maritime Ltd. doit examiner les dessins de conception et d'emplacement de la coupole, la disposition du transducteur, l'acheminement des conduites, les WBT et l'installation du routeur, et le processeur EK80 ainsi que la disposition de l'écran sur le bâti électronique; et superviser l'installation de la coupole et des transducteurs et de tous les autres composants du système, mettre en service le système EK80, et participer au premier étalonnage du système pour corriger tous les problèmes décelés dans le système. Ces travaux doivent être organisés et payés par l'entrepreneur et doivent être effectués avant le début de l'affrètement.

Exigences en matière de RL et de câble de signal

- 1) Remarque : Les câbles énumérés ci-dessous ne comprennent pas ceux qui sont décrits dans la section Opérations de mise à l'eau des sondes CTP et des filets Bongo.
- 2) Si une sonde CTP montée sur le chalut est utilisée pour recueillir des données océanographiques, un câble de signal de 12 cm de diamètre (approximatif) doit être acheminé à partir de l'espace acoustique et de commande (ou d'un autre espace de travail fermé mieux adapté) à l'extrémité arrière du pont de chalutage, pour le transfert des données provenant de la sonde à un ordinateur dans l'espace de travail. Le câble doit être installé par le personnel du Secteur des sciences du MPO, en collaboration avec l'entrepreneur, afin que le câble ne soit pas endommagé, qu'il ne nuise pas au fonctionnement ou au déplacement de l'équipement ni aux tâches ou au déplacement du personnel, ni à la sécurité du personnel.
- 3) Un câble de réseau local, avec des terminaisons à ses deux extrémités et conforme aux exigences du fabricant, doit être installé entre le processeur EK80 dans l'espace acoustique et de commande et le routeur EK80. L'emplacement du routeur est à déterminer.
- 4) Au moins un câble de données de catégorie 5 (ou mieux) avec terminaison (aux deux extrémités) doit être acheminé entre l'espace acoustique et de commande et la passerelle pour assurer les communications d'ordinateur à ordinateur encore non précisées.
- 5) Un câble vidéo (avec un connecteur DB15 aux deux extrémités) entre le bâti électronique EK80 dans l'espace acoustique et de commande et la passerelle située près de la console dans l'axe principal. Ce câble doit porter le signal vidéo EK80 de l'un des écrans EK80 vers un écran EK80 à distance sur la passerelle.

-
- 6) Au moins un câble de données de catégorie 5 (ou mieux) avec terminaison (aux deux extrémités) doit être acheminé entre l'un des comptoirs de travail dans l'espace acoustique et de commande et l'espace de travail de l'échantillonnage des prises au chalut. Il est préférable d'utiliser deux câbles; un pour chaque établi dans l'espace de travail de l'échantillonnage des prises au chalut.
 - 7) S'il le faut pour le système de surveillance du chalut de pêche, un câble blindé à deux conducteurs pour transmettre les données sérielles de profondeur NMEA entre le EK80 dans l'espace acoustique et de commande et la passerelle.

Fonctionnement des échosondeurs et des sonars du navire affrété

- 1) Les échosondeurs et les sonars du navire affrété qui ne sont pas requis pour la navigation sécuritaire du navire doivent être mis hors tension (désactivés), pendant que l'on procède à l'ensemble des relevés. C'est nécessaire pour que ces systèmes acoustiques n'émettent pas de signal qui produirait de l'interférence ou une polarisation dans les données recueillies par l'échosondeur scientifique EK80. Le personnel de la passerelle doit être en mesure de visionner l'échogramme de l'échosondeur scientifique EK80, dans l'espace acoustique et de commande, sur un écran à distance de 19 po qui sera installé sur la console dans l'axe de la passerelle (ou à un autre endroit choisi par l'entrepreneur).

Entreposage de l'équipement scientifique et des échantillons

- 1) Le navire doit être équipé d'un espace de congélation de 4 m³ minimum, avec une température soutenue de - 20 degrés Celsius. Par ailleurs, l'entrepreneur pourrait installer des surgélateurs portatifs de capacité équivalente à bord du navire affrété. Si c'est le cas, un système d'alarme sonore doit être installé de manière à déceler les pannes de courant aux surgélateurs.
- 2) Le navire doit comporter suffisamment d'espace sec pour le rangement du matériel du MPO et des boîtes à échantillons (le minimum requis est 20 m³), en plus de l'espace d'entreposage du chalut et de ses éléments de rechange.

Observation des oiseaux de mer pélagiques

- 1) Le navire doit comporter suffisamment de sièges pour qu'une personne puisse s'asseoir ou se tenir debout et regarder par les fenêtres latérales et avant sur un côté de la passerelle afin d'observer des oiseaux pélagiques pendant le jour, pour chaque jour en mer.
- 2) L'endroit doit comprendre un petit espace pour ordinateur portable.
- 3) Un conducteur de données de navigation NMEA du DGPS fiable doit être prévu pour cet ordinateur.

Communication par satellite et service Internet

- 1) Le navire doit offrir un service Internet pour les courriels et les communications de voix sur Internet à un taux de transfert minimal de 400 Mbit/s. Il faut un minimum de 40 Go de service pendant la période de l'affrètement du navire.

Exigences opérationnelles

- 1) Le navire et l'équipage doivent être disponibles tout au long de la période du contrat. L'équipage du navire sera responsable de toutes les opérations du navire, en plus de l'entretien et des réparations de l'équipement du navire.
- 2) L'équipage doit organiser une visite de familiarisation du navire pour le personnel scientifique et l'informer du matériel et des procédures de sécurité, assurer la sécurité du matériel et du personnel pendant toute la durée du contrat et offrir des endroits de travail sécuritaires à bord.
- 3) Le personnel du MPO est responsable du fonctionnement de l'ensemble de l'équipement scientifique, de la collecte et de la gestion des données, de la planification et de la disposition des transects de relevé, de la désignation de l'emplacement des sites de pêche, du tri et de l'échantillonnage des prises au chalut, et de la collecte des données océanographiques.
- 4) L'équipage doit participer au chargement et au déchargement du matériel scientifique à la demande du personnel scientifique (p. ex., opérations de grutage à bord du navire ou de levage manuel et de transport de l'équipement et des échantillons, etc.).
- 5) L'équipage doit adapter ses horaires en fonction des deux quarts de travail de 12 heures du personnel scientifique (de 0 h à 12 h et de 12 h à 24 h).
- 6) Un nombre suffisant d'officiers et de membres d'équipage doit être disponible pour effectuer des activités de pêche pour une période minimale de 18 heures au cours de toute période de 24 heures. Les navires dotés d'un équipage voué aux activités de pêche pendant 24 heures par jour seront évalués plus favorablement, puisque davantage de relevés peuvent être effectués chaque jour.
- 7) Les membres de l'équipage doivent être disponibles pour manœuvrer les sondes CTP et l'équipement d'échantillonnage de filets Bongo mis à l'eau (c.-à-d. les treuils et les grues ou les cadres en A) pendant les deux quarts de travail du personnel scientifique.
- 8) À la demande du personnel scientifique, l'équipage du navire doit aider à trier les prises au chalut (selon les directives du personnel scientifique), et retirer et éliminer les déchets de poisson provenant de l'espace de travail d'échantillonnage des prises au chalut.
- 9) Les responsables du navire affrété doivent préserver l'état et la qualité de l'équipement de pêche, des funes et des câbles, et de tous les composants du chalut Campelen 1800, ainsi que ses

panneaux, conformément aux renseignements détaillés et fournis dans le manuel de relevé du Campelen.

- 10) Dans l'éventualité où le navire doit être modifié ou équipé pour recevoir l'équipement scientifique indiqué, l'entrepreneur doit assumer toutes les dépenses d'installation ou de démontage de l'équipement comme le précise l'énoncé des travaux, et ces dépenses doivent être pris en compte dans le tarif quotidien du navire.
- 11) En cas de dommage, les filets devront être remis à leurs dimensions initiales, conformément aux renseignements détaillés et fournis dans le manuel de relevé du Campelen.
- 12) Si le navire ne peut pas être utilisé en toute sécurité dans le secteur des travaux en raison des conditions de mer ou météorologiques, comme convenu par le capitaine et le scientifique en chef (ou son représentant), pendant plus de 3 jours, l'entrepreneur accepte de prolonger la durée du contrat, au besoin, selon ce qui aura été déterminé par le scientifique en chef, afin de reprendre le temps perdu par le Canada.

Certificats et documentation

- 1) Le soumissionnaire doit fournir une copie valide, inconditionnelle, de la Convention de Transports Canada spécifiant l'effectif minimal de sécurité du navire avec une zone de commerce de voyage *illimité*, ou l'équivalent international, pendant toute la durée du contrat.
- 2) Le soumissionnaire doit fournir une copie valide du certificat de gestion de sécurité de Transports Canada (ou d'un organisme reconnu) pour le navire, ou un certificat équivalent international.
- 3) Le soumissionnaire doit fournir une copie valide du certificat d'équipement de sécurité de Transports Canada (ou d'un organisme reconnu) pour le navire, ou un certificat équivalent international.
- 4) Le soumissionnaire doit fournir la preuve (copie) que le ou les capitaines et les officiers du navire possèdent un certificat de compétence valide qui respecte (ou dépasse) les exigences en matière d'utilisation du navire sur le plan du déplacement (jauge brute) et de la zone de travail (voyage *illimité* ou équivalent international).
- 5) Le soumissionnaire doit fournir la preuve (copie des certificats) que tous les membres de l'équipage détiennent des certificats A1 valides du programme Fonctions d'urgence en mer (FUM) ou respectent les normes de formation, de délivrance des brevets et de veille (sécurité de base STCW).
- 6) Le soumissionnaire doit fournir une copie du plan de santé et de sécurité du navire, qui doit être conforme aux certificats d'inspection de sécurité de Transports Canada ou aux équivalents internationaux.
- 7) Si le navire est hors d'état, n'est pas en état de marche ou est désarmé pendant plus de 24 heures sans le consentement du Canada, celui-ci ne sera pas responsable de payer la location du navire pendant cette période. Si cette période dépasse une semaine, le Canada peut mettre fin au contrat immédiatement pour manquement.
- 8) Si un engin ou de l'équipement nécessaire à l'exploitation efficace du navire aux fins du présent contrat n'est pas en état de marche pendant une période quelconque, la location du navire ne sera pas payée pendant le temps perdu. De plus, si pendant le voyage, la vitesse est réduite en raison d'une défectuosité ou d'une défaillance d'une partie de la coque, de la machinerie ou de l'équipement, le temps perdu sera déduit de la période de location. Le Canada sera le seul juge de la capacité du navire.
- 9) Si le navire ne peut pas être utilisé en toute sécurité dans la zone des travaux en raison des conditions de la mer ou météorologiques, l'affrètement sera annulé pour la journée et un paiement au pro rata sera versé à l'entrepreneur pour cette période, comme convenu par le représentant de l'entrepreneur et le représentant du Canada et conformément aux conditions du présent contrat.
- 10) Si les détails fournis par l'entrepreneur et énoncés dans le présent contrat sont incorrects ou trompeurs, le Canada peut, à sa discrétion, mettre fin au présent contrat pour manquement.
- 11) L'entrepreneur doit assumer tous les coûts des escales.

- 12) Le navire fera l'objet d'une inspection avant le début du relevé. Le caractère adéquat des locaux d'habitation, de l'équipement et des mesures de sécurité et de l'espace disponible pour les activités scientifiques sera évalué. Les problèmes de sécurité du navire et de l'équipage et de propreté du navire doivent être corrigés aux frais de l'entrepreneur avant le début des opérations de relevés.

ÉQUIPEMENT FOURNI PAR LE CANADA

Pour tous les navires :

- i) Ordinateurs pour la collecte des données biologiques à partir des échantillons de poissons dans l'espace de travail de l'échantillonnage des prises au chalut;
- ii) Engins d'échantillonnage du plancton (cadres, filets et dépresseur Bongo);
- iii) Deux chaluts de fond Campelen 1800, panneaux et pièces de rechange;
- iv) Matériel d'échantillonnage des poissons (planches de mesure, couteaux, etc.);

S'ils ne sont pas déjà installés à bord :

- v) Hotte autonome portative;
- vi) Sondes de conductivité, de température et de profondeur (CTP) pour installation sur la ralingue supérieure du chalut et câbles de téléchargement de données connexes;
- vii) Sondes CTP mises à l'eau de sonde à la verticale;
- viii) Ordinateur pour l'acquisition de données CTP;
- ix) Bouteilles Niskin (peut-être);
- x) Ordinateur avec écran pour le deuxième système EK80 sur la passerelle;
- xi) Balances scientifiques marines (pour installation dans l'espace de travail de l'échantillonnage des prises au chalut);
- xii) Processeur EK80;
- xiii) Émetteur-récepteur complet à large bande (WBT) à faisceau divisé pour les fréquences de 25 kHz à 50 kHz, avec licence de logiciel;
- xiv) Émetteur-récepteur complet à large bande (WBT) à faisceau divisé pour les fréquences de 45 kHz à 90 kHz, avec licence de logiciel;
- xv) Émetteur-récepteur complet à large bande (WBT) à faisceau divisé pour les fréquences de 85 kHz à 170 kHz, avec licence de logiciel;
- xvi) Émetteur-récepteur complet à large bande (WBT) à faisceau divisé pour les fréquences de 150 kHz à 300 kHz, avec licence de logiciel.

LICENCES ET PERMIS

L'entrepreneur doit obtenir et mettre à jour l'ensemble des permis, licences et certificats d'approbation nécessaires pour exécuter les travaux en vertu des lois fédérales, provinciales ou municipales pertinentes. L'entrepreneur doit assumer les frais imposés par ces lois ou règlements. Sur demande, il doit remettre au Canada un exemplaire des permis, licences ou certificats.

INSPECTION DU NAVIRE

Tous les soumissionnaires doivent être prêts à rendre leur navire disponible aux fins d'inspection par le personnel du MPO à la suite de la clôture de la présente déclaration d'intérêt, à un moment qui convient à tous.

Annexe 1.

Exemple de disposition de montage d'une coupole et d'un transducteur, de conduits et du montage d'un émetteur-récepteur polyvalent sur le navire de recherche de 63 m NGCC *Teleost* pour un système d'échosondeur scientifique Simrad EK60.

Les quatre transducteurs Simrad (modèles ES38B, ES70-7C, ES120-7C et ES200-7C) sont logés étroitement sur la coque dans la coupole, qui se trouve près du milieu du navire, à environ un mètre de la quille et sur son côté bâbord. La conception et l'emplacement de l'installation ont été sélectionnés de manière à réduire au minimum les interférences acoustiques du bruit de l'écoulement d'eau et des bulles d'air le long de la coque et de la quille du navire. La figure 1 est un dessin de la base de la coupole du *Teleost*. Les dimensions de la coupole ont été établies afin qu'on puisse y loger un gros transducteur de 18 kHz et d'autres dispositifs s'ils sont disponibles, ou lorsqu'ils le seront. Ces dispositifs ne sont pas requis pour le relevé hydroacoustique et au chalutage du capelan au large à l'automne 2018. Par conséquent, la coupole pour le navire affrété peut être plus courte et un peu plus étroite, en fonction de la disposition des quatre transducteurs.

Les câbles des transducteurs ont été passés dans des conduites en acier (conformément aux règlements et aux recommandations du fabricant) à partir de l'emplacement de la coupole de la coque jusqu'à l'emplacement des émetteurs-récepteurs polyvalents sur le pont situé sous le pont de chalutage (voir la photo 1). Les photos 2 à 5 présentent des vues de la coupole du *Teleost*.

Figure 1. Disposition du transducteur à la base de la coupole/

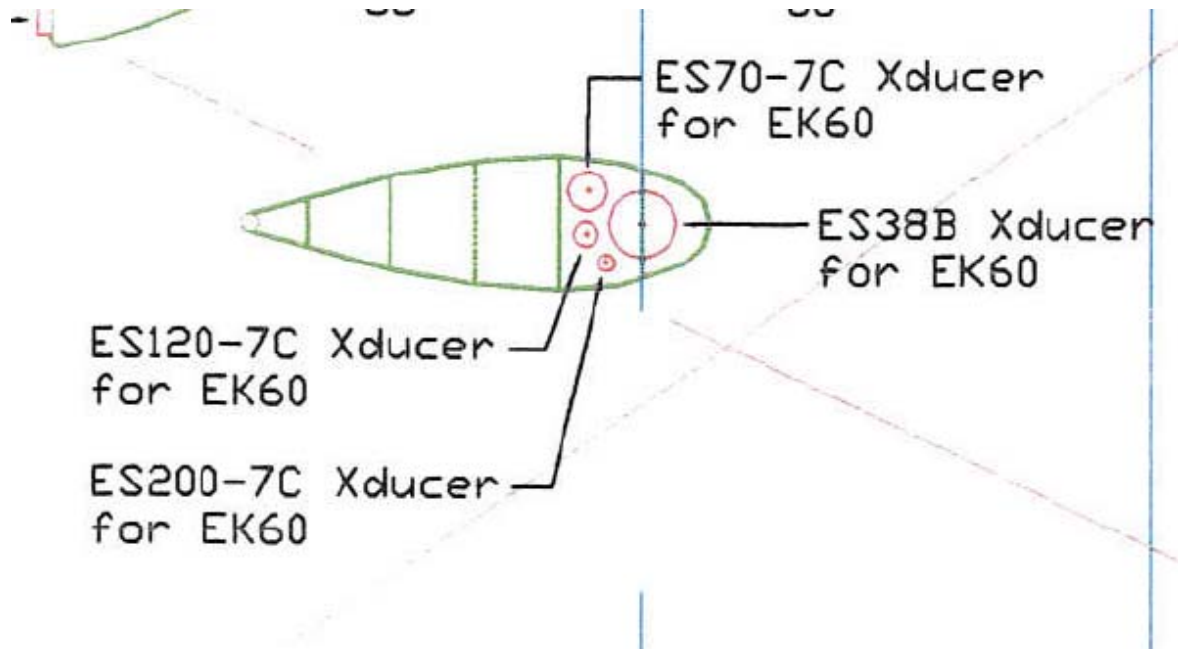


Photo 1. Émetteurs-récepteurs polyvalents, boîtes de raccord (sous les émetteurs-récepteurs polyvalents), conduites des transducteurs et câbles des transducteurs entre les boîtes de raccord et les conduits.



Photo 2. Vue de la coupole du *Teleost* par l'arrière. La coupole est située à environ un mètre à l'extérieur de la

quille.



Photo 3. Vue de la coupole du *Teleost* par l'avant.



Photo 4. Vue du côté extérieur de la coupole montrant le transducteur et la plaque d'accès au câble.



Photo 5. Vue de la base de la coupole et des transducteurs, vers l'avant.



ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

BASE DE PAIEMENT

Sous réserve des dispositions ci-après, on vous remboursera les dépenses raisonnablement et convenablement engagées aux fins de l'exécution des travaux; la taxe de vente harmonisée en sus doit apparaître à titre d'élément distinct sur toutes les demandes de paiement, conformément à ce qui suit.

Les soumissionnaires doivent fournir un taux ferme tout compris pour chacun des éléments suivants :

1. Affrètement du navire jusqu'à concurrence de 60 jours en mer, selon les estimations, à un taux quotidien ferme tout compris de _____ \$.

Estimation : _____ \$

2. Affrètement du navire jusqu'à concurrence de 5 jours sur terre, selon les estimations, à un taux quotidien ferme tout compris de _____ \$.

Estimation : _____ \$

Les retards attribuables aux conditions météorologiques seront facturés à un taux horaire ferme jusqu'à concurrence de huit heures par jour. Le paiement des retards attribuables aux conditions météorologiques sera calculé au prorata en fonction du nombre d'heures de retard. Le soumissionnaire retenu pourra facturer ces heures uniquement s'il les a utilisées.

3. Retards attribuables aux conditions météorologiques au taux horaire ferme de _____ \$ pour 32 heures, selon les estimations.

Estimation : _____ \$

Option pour des journées supplémentaires

4. Affrètement des navires jusqu'à concurrence de 20 jours en mer, selon les estimations, à un taux quotidien ferme tout compris de _____ \$ par jour.

Estimation : _____ \$

PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION : _____ \$

ANNEXE « C » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE « D »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la [Loi sur la responsabilité en matière maritime](#), L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement concernant les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par ministère des Pêches et des Océans et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
 - c. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de 30 jours civils avant l'annulation de la police.
 - d. Responsabilité réciproque et séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
(Les agents de négociation des contrats doivent insérer l'option, s'il y a lieu.)
 - e. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1985, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné conformément à la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.
Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

ANNEXE E CRITÈRES D'ÉVALUATION

PROPOSITION DU SOUMISSIONNAIRE

La proposition du soumissionnaire doit démontrer que des services similaires à ceux décrits dans l'énoncé des travaux (annexe « C ») ont été fournis et les informations fournies seront utilisées pour évaluer à la fois les critères obligatoires et les critères cotés. Le soumissionnaire doit indiquer des exemples précis de ses antécédents professionnels qui satisfont aux deux critères précédents. Aux fins de la présente demande de proposition (RFP), « l'expérience » fait référence à l'expérience acquise par le commandant du navire et l'équipage du soumissionnaire pour l'opération spécifique mentionnée dans le critère d'évaluation.

La proposition du soumissionnaire doit comprendre un énoncé faisant état du nom en vertu duquel le navire affrété est légalement constitué et un énoncé concernant la propriété étrangère ou canadienne, le cas échéant.

En plus de répondre aux exigences mentionnées, **la proposition financière** du soumissionnaire (annexe de référence « B ») doit inclure un tarif journalier pour les frais d'affrètement du navire.

CRITÈRES OBLIGATOIRES :

Les propositions seront évaluées en fonction des critères d'évaluation obligatoires détaillés dans les présentes. Les propositions présentées par les soumissionnaires doivent démontrer clairement qu'elles répondent à toutes les exigences obligatoires pour que leur proposition soit retenue aux fins d'une évaluation subséquente. Les propositions qui ne répondent pas aux critères obligatoires ne seront pas retenues.

Les propositions qui respectent les critères obligatoires seront ensuite évaluées davantage en fonction des critères cotés par points. Toutes les propositions conformes seront classées selon le meilleur résultat, en tenant compte à la fois des points attribués aux critères cotés et des points attribués à l'évaluation des coûts.

*****Le soumissionnaire doit inclure les tableaux suivants dans sa proposition, indiquant que celle-ci répond aux critères obligatoires ou aux critères cotés, en fournissant le numéro de la page de la proposition qui contient les renseignements qui justifient que les critères ont été respectés. L'information pertinente pour répondre aux critères d'évaluation peut aussi être insérée directement dans le tableau approprié.**

FORMULAIRE D'ÉVALUATION – CRITÈRES OBLIGATOIRES

CRITÈRES OBLIGATOIRES	Répond aux critères (Oui/Non)	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE (la réponse devrait renvoyer à la preuve pertinente dans la proposition du soumissionnaire et/ou la documentation annexée).
Certification et documentation du navire		
O1 Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire est équipé pour fonctionner en continu pendant une période pouvant atteindre 30 jours (p. ex. autonomie et rayon d'action du navire, provisions, distillation d'eau, etc.).		
O2. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire est doté d'une cote de glace minimale ICE-B (classification Det Norske Veritas), ou l'équivalent.		
O3. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire comporte suffisamment d'énergie de propulsion pour remorquer un chalut à crevettes Campelen 1800 avec des panneaux de chalut polyvalents Morgère de 4,3 m ² , à une vitesse de 5 nœuds dans la profondeur de l'eau jusqu'à 600 m.		
O4. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire sera ballasté pendant l'affrètement pour maintenir l'état de navigabilité. Le mazout nécessaire pour répondre à l'exigence de l'autonomie en mer de 30 jours ne peut pas être utilisé pour le ballastage.		
O5. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire transporte assez d'officiers et de membres d'équipage pour assurer l'exploitation sécuritaire tout en permettant d'effectuer le relevé hydroacoustique des lignes de transit 24 heures sur 24. En outre, il doit y avoir assez d'officiers et de membres d'équipage pour effectuer des activités de pêche pendant une période minimale de 18 heures au cours de toute tranche de 24 heures.		

CRITÈRES OBLIGATOIRES	Répond aux critères (Oui/Non)	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE (la réponse devrait renvoyer à la preuve pertinente dans la proposition du soumissionnaire et/ou la documentation annexée).
O6. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le capitaine du navire possède au moins 5 années d'expérience dans la fonction de commandant de chalutier(s) de pêche commerciale ou d'un navire de recherche en haute mer.		
O7. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que les officiers des navires responsables des activités de pêche ainsi que les manœuvriers possèdent au moins 5 ans d'expérience de pêche, d'entretien et de réparation de chaluts de pêche de taille égale ou supérieure au chalut à crevettes Campelen 1800.		
O8. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire dispose d'un espace de travail chauffé ($15^{\circ}\text{C} \pm 2^{\circ}\text{C}$) utilisé pour l'échantillonnage des prises au chalut d'au minimum 20 m^2 avec une hauteur de plafond d'au minimum 2 m, sur le pont principal ou sur le pont en dessous du pont principal (du chalut). Il doit comprendre une table de tri en acier inoxydable (0,9 m de hauteur x 2 m de longueur x 1,2 m de profondeur) avec livraison automatique ou manuelle par le navire du personnel. De l'eau de mer propre doit être fournie pour le lavage de l'établi, du convoyeur de tri et de l'espace de travail. L'espace de travail doit être doté de suffisamment d'éclairage, de prises électriques de catégorie marine sans interruption de 120 VAC, d'un système téléphonique pour communiquer avec la passerelle et d'autres espaces de travail scientifique, d'au moins 1 câble de catégorie 5 ou permettant d'obtenir de meilleures données.		

CRITÈRES OBLIGATOIRES	Répond aux critères (Oui/Non)	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE (la réponse devrait renvoyer à la preuve pertinente dans la proposition du soumissionnaire et/ou la documentation annexée).
<p>O9. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire dispose d'un espace acoustique et de contrôle chauffé ($19^{\circ}\text{C} \pm 2^{\circ}\text{C}$) qui s'étend sur au moins 10 m² avec une hauteur de plafond d'au moins 2 m, sur le pont principal (au chalut) ou à 1 niveau supérieur du pont. Il doit disposer de 3 comptoirs de travail (70 cm de hauteur x 2 m de longueur x 60 cm de profondeur) dotés chacun d'un espace en dessous pour deux chaises de bureau, 2 prises de 120 VAC, huit barres d'alimentation de sortie, conformément aux exigences du Conseil du Trésor de la GCC no 6-2004, ou un minimum de quatre prises doubles pour chaque compteur, alimentation de catégorie marine sans interruption de 120 VAC, éclairage de plafond suffisant, 4 chaises de bureau avec accoudoir, dos élevé, vérins de levage pneumatique et sans roulettes, plusieurs tiroirs et étagères, une (1) bâti électronique pour processeur EK80 et 2 écrans/moniteurs de 19 po montés sur bâti qui peuvent être installés s'ils ne sont pas fournis par le navire. Un flux de données NEMA DGPS fiable (à partir de la passerelle), qui se divise ou en tampon, avec un minimum de 4 ports de sortie RS232; les renseignements de navigation doivent être en format NEMA, au moins 1 câble de catégorie 5 ou 1 câble permettant d'obtenir de meilleures données pour l'équipement non précisé pour la passerelle, un système téléphonique pour communiquer avec la passerelle et d'autres espaces de travail scientifique, 1 câble vidéo résilié double DB15 du bâti EK80 à la passerelle, au moins 1 câble de catégorie 5 ou de meilleures données à l'espace de travail de l'échantillonnage des prises au chalut, 1 câble blindé de 2 conducteurs pour envoyer des données de série NEMA provenant du bâti EK80 à la passerelle aux fins de saisie dans le système de surveillance de chalut de pêche; et si l'ordinateur des opérations d'immersion est installé dans cet espace de travail, les câbles doivent pouvoir appuyer cette opération.</p>	<p>Page 52 of - de 60</p>	

CRITÈRES OBLIGATOIRES	Répond aux critères (Oui/Non)	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE (la réponse devrait renvoyer à la preuve pertinente dans la proposition du soumissionnaire et/ou la documentation annexée).
<p>O 10. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire dispose d'un espace pour les opérations d'immersion et d'une sonde de conductivité, température et profondeur (CTP) ainsi que de filets de type Bongo, sur le pont principal (chalut) ou à 1 niveau supérieur du pont. L'espace de travail devrait être adjacent au flanc du navire. Il doit comprendre un système téléphonique extérieure marine pour communiquer avec la passerelle et d'autres espaces de travail scientifique, pour les opérations de CTP; il doit être muni d'un système de mise à l'eau et de récupération (SMER) [grue ou cadre en A] de puissance nominale de charge de travail sécuritaire de 1,5 tonne métrique pour déploiement CTP vertical équipé d'un câble mécanique multibrin d'une longueur minimale de 1000 m avec un diamètre de 4 à 7 mm; une résistance à la rupture minimale de 1,0 tonne métrique, également, équipé d'un SMER (grue ou cadre en A) de puissance nominale de charge de travail sécuritaire de 3 tonnes métriques, aux fins d'échantillonnage du zooplancton avec un filet de type Bongo, ce qui comprend un treuil doté d'un câble électromécanique (d'une longueur minimum de 1000 m) avec un minimum de 3 conducteurs en cuivre torsadé isolé de calibre 20 (AWG) avec une résistance à la rupture de 3 tonnes métriques ainsi que d'une bague collectrice. Le dispositif d'embarquement doit être équipé d'un système d'indicateur pour afficher la quantité du câble déployé, y compris la vitesse de déploiement et de récupération. L'affichage doit être visible pour l'opérateur du treuil dans toutes les conditions d'éclairage et de météorologie.</p>		

CRITÈRES OBLIGATOIRES	Répond aux critères (Oui/Non)	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE (la réponse devrait renvoyer à la preuve pertinente dans la proposition du soumissionnaire et/ou la documentation annexée).
<p>O11. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire dispose d'un système d'échosondeur scientifique multifréquence Simrad EK80. Si ce n'est pas le cas, on doit en installer un. Le système devra comporter les composants Simrad suivants : un processeur EK80 monté sur bâti dans l'espace acoustique et de contrôle, 2 écrans ou moniteurs montés sur bâti de 19 po dans l'espace acoustique et de contrôle, un écran de 19 po sur le pont, près du système de surveillance de chalut de pêche, 4 émetteurs-récepteurs à large bande (WBTs) faisceau divisé et un routeur pour les communications entre le processeur et les WBTs à monter sur bâti ou à fixer à un mur/cloison pour les fréquences de fonctionnement; 38 kHz, 70 kHz, 120 kHz, 200 kHz. Quatre transducteurs à faisceau divisé peuvent être montés dans la boursouflure de la coque du navire ou dans une boursouflure déployée par l'intermédiaire du puits central du navire aux fréquences suivantes; 38 kHz ES38-7, 70 kHz ES-70-7C, 120 kHz ES120-7C et 200 kHz ES200-7C. L'emplacement de la boursouflure sera déterminé par consultation entre l'entrepreneur et une autorité technique du Secteur des sciences du MPO. Consulter le document contractuel pour les lignes directrices supplémentaires ainsi que les détails supplémentaires.</p>		

CRITÈRES OBLIGATOIRES	Répond aux critères (Oui/Non)	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE (la réponse devrait renvoyer à la preuve pertinente dans la proposition du soumissionnaire et/ou la documentation annexée).
<p>O12. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire peut accueillir, au minimum, 8 membres du personnel scientifique (hommes et femmes) pendant la durée de la mission. Cela comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • fournir des installations de couchage (maximum de 2 personnes/cabine/2 couchettes); • au moins 3 repas par jour à bord pour chaque quart de 12 heures (de 0 h à 12 h et de 12 h à 24 h); • fournir l'eau potable, les toilettes, les lavabos, les douches et l'eau chaude, 1 ravitaillement hebdomadaire de serviettes propres ou débarbouillettes, et de la literie; • le navire doit être équipé d'au moins 2 laveuses et 2 sécheuses pour la lessive personnelle. 		
<p>O13. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire est doté d'un nombre suffisant de dispositifs de sauvetage pour l'équipage et les 8 membres du personnel scientifique.</p>		
<p>O14. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire est entièrement équipé pour le chalutage ou présenter un plan dans le cadre duquel le navire sera modifié afin de permettre pêcher, mais aussi de surveiller un chalut Campelen 1800 au fond ou à une profondeur maximale pouvant atteindre 600 m à une vitesse maximale de 5 nœuds.</p>		
<p>O15. Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire comporte suffisamment d'espace sec pour le rangement du matériel du MPO et des boîtes à échantillons (le minimum requis est 20 m³ [215 pi³]), en plus de l'espace d'entreposage du chalut et ses composants. Le soumissionnaire doit indiquer la quantité d'espace sec disponible à bord du navire.</p>		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F6086-180021/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.
F6086-180021

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
XAQ-8-41020

Id de l'acheteur - Buyer ID
xaq031

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

CRITÈRES OBLIGATOIRES	Répond aux critères (Oui/Non)	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE (la réponse devrait renvoyer à la preuve pertinente dans la proposition du soumissionnaire et/ou la documentation annexée).
O16. Le navire doit fournir un espace de congélation de 4m ³ maintenu à une température de 20°C ou l'entrepreneur pourrait installer des congélateurs portatifs dotés d'une capacité équivalente. Si cela se fait, un système d'alarme sonore de contrôle de perte d'alimentation doit être installé.		

FORMULAIRE D'ÉVALUATION – CRITÈRES COTÉS

Les propositions répondant à **TOUS** les critères obligatoires seront évaluées et classées en fonction des critères cotés ci-après, en utilisant les facteurs d'évaluation précisés pour chaque critère. Il est impératif que ces critères soient traités suffisamment en détail dans la proposition du soumissionnaire pour permettre à l'équipe d'évaluation de bien déterminer si la proposition répond aux exigences.

CRITÈRES COTÉS	Critère n°	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE (le soumissionnaire doit étayer la réponse avec le plus de détails possible)
<p>Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire dispose d'une longueur d'au moins 46 mètres.</p> <ul style="list-style-type: none">• Navire de 46 à 53 mètres : 10 points• Navire de 54 à 55 mètres : 20 points• Navire de 56 à 60 mètres : 30 points	E1	
<p>Le soumissionnaire doit clairement démontrer que le navire peut permettre le déroulement des activités de relevé dans, au moins, des conditions d'état de mer 5 sur l'échelle de Beaufort.</p> <ul style="list-style-type: none">• Capable de travailler en condition d'état de mer 6 : 20 points• Capable de travailler en condition d'état de mer 7 ou plus : 30 points	E2	
<p>Le soumissionnaire peut-il clairement démontrer que le navire est en mesure de maintenir une vitesse minimale de 10 nœuds dans un état de la mer d'au moins 3 sur l'échelle de Beaufort de façon continue (24 heures sur 24) pendant toute la durée de la période d'endurance de 30 jours?</p> <ul style="list-style-type: none">• 10 points	E3	

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F6086-180021/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.
F6086-180021

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
XAQ-8-41020

Id de l'acheteur - Buyer ID
xaq031

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

CRITÈRES COTÉS	Critère n°	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE (le soumissionnaire doit étayer la réponse avec le plus de détails possible)
<p>Le soumissionnaire peut-il clairement démontrer que le navire a été utilisé activement au cours des 12 derniers mois pour le chalutage commercial ou la recherche sur les pêches, avec engins au chalut de taille égale au chalut à crevettes Campelen 1800 avec Morgère de 4,3 m²?</p> <ul style="list-style-type: none">10 points	E4	

ANNEXE « F » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

ANNEXE « G »

INFORMATION REQUISE POUR L'ATTESTATION RELATIVE AU CODE DE CONDUITE

[Compléter avec le soumission]

Veillez fournir le nom des entités suivantes, selon la nature du droit de propriété de l'entreprise.

- 1. Dans le cas d'une personne morale: le nom de chacun des membres du conseil d'administration**

- 2. Dans le cas d'une entreprise individuelle ou d'un particulier faisant affaires sous le nom d'une entreprise: le nom de l'unique propriétaire ou particulier**

- 3. Dans le cas d'une coentreprise: le nom de tous les membres actuels de la coentreprise**

- 4. Dans le cas d'un particulier, le nom complet de la personne**
